



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 42 - 16 décembre 2022

## Pays nordiques

**EDF et Fortum signent un accord de coopération pour le développement de nouveaux projets nucléaires en Finlande et en Suède.** Le groupe EDF et l'énergéticien finlandais Fortum ont annoncé, le 8 décembre, la signature d'un accord de coopération autour du développement de nouvelles centrales nucléaires en Finlande et en Suède, sur la base d'EPR et de petits réacteurs modulaires (SMR). Fortum est le premier producteur d'électricité de Finlande et l'un des principaux opérateurs sur le marché électrique suédois, où il dispose d'une centaine de centrales hydroélectriques et détient des parts dans les centrales nucléaires d'Oskarshamn et de Forsmark. Fortum lance une étude de faisabilité sur deux ans pour ces réacteurs. EDF prévoit de commercialiser son futur réacteur modulaire NUWARD de 340 MWe dès 2025. Le Vice-président d'EDF en charge du développement nucléaire, a souligné que « grâce à l'historique remarquable de Fortum en tant qu'exploitant nucléaire responsable et à l'expérience sans égale d'EDF sur l'ensemble du cycle nucléaire, nous allons créer les opportunités d'une coopération bénéfique pour la Finlande, la Suède et toute l'Europe. »

**Le risque de défaut des Etats nordiques figure parmi les plus faibles au monde.** Lors de leurs exercices de notations annuelles des risques de défaut, les trois principales agences de notation, que sont Moody's, S&P et Fitch, ont à nouveau accordé la note maximale au Danemark, à la Norvège et à la Suède, qui sont par conséquent considérés comme absolument solvables. En revanche, Moody's a insisté sur le risque de défaut des sociétés immobilières nordiques dont le niveau d'endettement atteint des sommets.

Sovereigns Ratings	Moody's	S&P	Fitch	Commentaire
Danemark	AAA	Aaa	AAA	Sécurité maximale
Norvège	AAA	Aaa	AAA	Sécurité maximale
Suède	AAA	Aaa	AAA	Sécurité maximale
Finlande	Aa1	AA+	AA+	Qualité haute ou bonne
France	Aa2	AA	AA	Qualité haute ou bonne
Islande	A2	A	A	Qualité moyenne supérieure

Source : Moody's, S&P, Fitch

## Danemark

**Nouvelle intervention de la Banque centrale danoise sur le marché des changes.** En novembre, et pour le troisième mois consécutif, la Banque centrale (*Danmarks Nationalbank*) a acheté des devises pour un montant de 3,4 Mds DKK (457,1 M€), dans le but de stabiliser le taux de change de la couronne danoise vis-à-vis de l'euro. À la fin du mois de novembre, les réserves de change s'établissaient à 577,2 Mds DKK (77,6 Mds€), soit leur plus haut niveau depuis août 2015.

**Le repli attendu du marché immobilier menace la solvabilité de 14 000 ménages danois.** C'est ce que révèle une récente analyse de la Banque centrale danoise, fondée sur les opérations immobilières réalisées depuis janvier 2021. Un acheteur sur dix pourrait voir le montant de sa dette dépasser celui de son bien en 2023, en raison de la chute des prix de l'immobilier anticipée par la Banque centrale (-5,6% sur l'ensemble de l'année). Ce chiffre pourrait se creuser davantage au cours des mois à venir, les incertitudes quant à l'évolution des prix de l'immobilier étant particulièrement fortes. À cela pourrait s'ajouter le gonflement des frais de logement (charges, dépenses énergétiques), dont la facture pourrait représenter près de 30% du revenu disponible des propriétaires qui ont emprunté à taux variable.

**Jyske Bank épinglée par l'Autorité danoise de supervision financière pour des soupçons de blanchiment.** Une inspection menée à l'automne 2021 au sein des divisions Keyplan Mortgage et Private Banking de la deuxième banque du Danemark aurait révélé de lourdes défaillances en matière de vigilance et de contrôle anti-blanchiment, conduisant l'Autorité de supervision financière (*Finanstilsynet*) à réaliser, fin novembre 2022, un signalement auprès de la *Cellule nationale pour les Crimes Spéciaux*. Le PDG de Jyske Bank, Peter Schleidt, a assuré que le groupe était disposé à « coopérer avec la police sur l'ensemble des éléments de l'affaire ».

**Blanchiment : Danske Bank plaide coupable et paie le prix fort pour tourner la page du scandale.** Dans un communiqué de presse publié le 13 décembre, la première banque du Danemark révèle avoir conclu un accord avec les autorités américaines et danoises dans le cadre de l'affaire de blanchiment d'argent impliquant sa succursale estonienne. Le montant total de l'amende dont devrait s'acquitter Danske Bank dépasse les 2 Mds\$. En vertu des termes de l'accord conclu avec le Ministère américain de la Justice, Danske Bank est, en outre, soumise à une période de probation de trois ans.

**Premier permis accordé pour un projet de captage et de stockage de carbone (CCS) au Danemark.** Baptisé Greensand, ce projet pilote est mené par un consortium rassemblant 23 partenaires danois et internationaux, dont INEOS E&P et Wintershall Dea. Le permis accordé par l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) est valable pour une période de quatre mois, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2023, et porte sur l'injection de 15 000 tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'ancien champ pétrolier de Nini West en Mer du Nord, à environ 1 800 mètres sous le niveau de la mer. Soutenu par le gouvernement danois dans le cadre d'un programme en faveur du développement des technologies dans le domaine énergétique (EUDP), le projet Greensand a pour objectif d'atteindre une capacité de stockage de CO<sub>2</sub> de 1,5 million de tonnes par an dans le champ Nini à partir de 2025, et jusqu'à 8 millions de tonnes par an grâce à l'extension de sa zone de stockage.

**Livraison officielle d'un Airbus A330Neo à la compagnie Air Greenland.** À cette occasion, une délégation menée par le Premier ministre, Múte Bourup Egede, et le PDG d'Air Greenland, Jacob Nitter Sørensen, a fait le déplacement jusqu'au siège d'Airbus à Toulouse. Ce nouvel appareil pourra transporter jusqu'à 305 passagers et reliera, dans un premier temps, le Groenland au Danemark.

**Acquisition de Nature Energy par le géant pétrolier Shell.** La société danoise de biogaz sera exploitée en tant que filiale à part entière de Shell et, dans un premier temps, sous son nom existant. Le montant de la transaction qui doit encore être approuvée par les autorités réglementaires, s'élèverait à 2 Mds\$ (1,9 Md€). Nature Energy possède et exploite 14 usines de biogaz à l'échelle industrielle, et 30 usines supplémentaires devraient encore voir le jour en Europe et en Amérique du Nord. Le groupe danois a, par ailleurs, récemment annoncé un plan pour chauffer jusqu'à 200 000 foyers danois au biogaz au lieu du gaz naturel. Pour ce faire, Nature Energy envisage de construire, en l'espace de 18 à 24 mois, 12 usines de biogaz, sans aucune aide publique et grâce à un investissement de 6 Mds DKK (800 M€). Pour réaliser son ambition, Nature Energy estime néanmoins qu'un allègement de la fiscalité sur le biogaz utilisé par les ménages est nécessaire – le biogaz destiné aux entreprises étant déjà exempté de taxes – et que l'objectif d'élimination du gaz naturel au niveau national, actuellement fixé à 2035, devrait être avancé à 2030.

**BNP Paribas Asset Management devient actionnaire majoritaire de la société de gestion danoise International Woodland Company (IWC).** Spécialisée dans le domaine des ressources naturelles (agriculture, exploitations forestières et préservation des écosystèmes), IWC gère des actifs et supervise des investissements pour un montant total de près de 5 Mds€. Cette acquisition, qui doit encore être approuvée par l'Autorité danoise de supervision financière, répond à l'ambition de BNP Paribas AM d'élargir son offre de solutions durables à destination des investisseurs, notamment dans la sylviculture.

## Finlande

**Le PIB finlandais a diminué de 0,3% au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, du fait d'une baisse de la consommation.** Selon l'Office finlandais des statistiques, par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre, la consommation a diminué de 0,3%. Le volume d'investissements a quant à lui augmenté de 2%, les exportations ont crû de 1,9% et les importations ont diminué de 0,8%.

**L'inflation selon CPIF continue d'augmenter et atteint 8,9% en novembre en glissement annuel,** selon l'Office finlandais des statistiques. Le taux enregistré en octobre était de 8,2%. Cette accélération de l'inflation est en partie liée à la hausse des prix de l'électricité. Hors prix de l'énergie, le taux d'inflation atteint +5,3% en novembre, par rapport à novembre 2021.

**Les prix de l'électricité ont augmenté de 40% à 60% en moyenne au troisième trimestre, par rapport au T3 2021.** Cette hausse du prix sur le marché de gros de l'électricité, à 22 centimes d'euros le KWh en moyenne entre juillet et septembre 2021, n'a pas été intégralement et directement répercutée sur le prix payé par le consommateur, ce prix pouvant en effet varier selon le type de contrat signé avec le fournisseur. Selon l'Office finlandais des statistiques, les factures d'électricité des résidents en logements individuels, utilisant le chauffage électrique, ont connu la plus faible augmentation, soit environ 40% supplémentaire. En revanche, c'est pour les ménages utilisant de plus petites quantités d'électricité, et dont les contrats reposent sur un prix forfaitaire, que les prix ont augmenté le plus à savoir une hausse de 50 à 60%.

**Le secteur du tourisme en Finlande n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise du Coronavirus.** Selon l'organisation patronale du secteur des services (PALTA), le tourisme se rétablit moins bien en Finlande que dans les autres pays nordiques. L'organisation estime que les recettes touristiques cette année pourraient être de 2 Mds€ inférieures à celles constatées pré-pandémie. Entre janvier et septembre 2022, il y avait 40% de voyageurs étrangers en moins en Finlande qu'à la même période en 2019. La chute du tourisme asiatique, liée aux restrictions sanitaires en Chine, et l'accessibilité plus difficile de la Finlande, notamment pour les touristes russes (ndlr: fermeture de la frontière aux ressortissants russes munis d'un visa touristique Schengen depuis septembre 2022), sont parmi les facteurs invoqués.

**Terrafame et Renault signent un contrat à long terme pour la fourniture de sulfate de nickel bas-carbone.** Cet accord prévoit la fourniture par Terrafame de sulfate de nickel (à faible émission de carbone et dont le processus de production est entièrement traçable) au groupe automobile Renault, et ce, pour les besoins de plus de 200 000 voitures électriques chaque année. Ce contrat est la matérialisation de l'accord de partenariat signé entre les deux entreprises en octobre 2021.

## Islande

**La croissance économique au troisième trimestre 2022 montre des signes de faiblesse.** Selon les données des comptes nationaux, le PIB s'inscrit en recul de -0,5% au troisième trimestre par rapport au second, principalement sous l'effet d'une baisse de la consommation privée (-0,6% en glissement trimestriel). En revanche, compte tenu du fort acquis de début d'année, la croissance économique au T3 s'élève à 7,3% en glissement annuel.

**L'inflation se stabilise à niveau élevé.** Le taux d'inflation au mois de novembre a légèrement diminué, passant de 9,4% en glissement annuel au mois d'octobre à 9,3% en novembre. Par rapport au mois précédent, les prix alimentaires ont augmenté de 0,8% et le loyer imputé aux propriétaires a augmenté de 1% alors que les prix des billets d'avion pour les vols internationaux ont diminué de 8,9%.

**Un record d'arrivées de navires de croisière est attendu en 2023.** Les ports de Reykjavík, Ísafjörður et Akureyri ont déjà enregistré 763 réservations pour des bateaux de croisière en 2023. Cela représente une augmentation d'au moins 60% par rapport à cette année où 478 navires de croisière ont accosté dans ces ports. Les revenus générés par l'accueil des bateaux devraient passer de 700 M ISK (4,7 M€) cette année à 2 Mds ISK (13,6 M€) l'année prochaine. Trois raisons expliquent cette forte augmentation: la saturation du marché des Caraïbes, l'annulation de croisières vers la Russie et l'attrait nouveau que constitue l'Arctique comme destination touristique.

**La part de la population immigrée en Islande atteint 16,3% en 2022.** Les immigrés en Islande étaient au nombre de 61 148 au 1er janvier 2022 contre 57 126 en 2021, soit 16,3% de la population totale contre 15,5% en 2021. Les Polonais constituent la plus importante diaspora d'Islande (34,2% des immigrés) suivis par les Lituanais et les Roumains (respectivement 5,6% et 4,1%).

**La majorité des taxes environnementales est supportée par les ménages.** D'après les données de Statistics Iceland, les recettes provenant des impôts et cotisations sociales s'élevaient à 1 139 Mds ISK (7,6 Mds€) en 2021 dont 55 Mds ISK (368 M€) de taxes environnementales (4,8% du total). En Islande, les ménages ont payé 59% du total des taxes environnementales en 2020 alors que les industries n'ont participé qu'à hauteur de 38%. Ce ratio est parmi les plus élevés d'Europe.

## Norvège

### **Le Premier ministre Jonas Gahr Støre et Emmanuel Macron ont dîné ensemble le 12 décembre**

à l'Élysée, avant de participer à la conférence sur l'Ukraine le lendemain. La guerre en Ukraine et la crise énergétique en Europe étaient à l'ordre du jour. « Il est de notre intérêt à tous que les marchés européens de l'énergie soient stables, et nous avons évoqué les façons d'y parvenir », a déclaré M. Støre, qui a réaffirmé la volonté de la Norvège d'être un fournisseur fiable de gaz. Au journal VG, il a confié son sentiment « d'être entendu » dans le débat sur un plafonnement des prix du gaz. « La réunion [de travail à l'Élysée] était à la fois utile et importante », a ajouté le chef du gouvernement norvégien. S'agissant du soutien à l'Ukraine, la Norvège et l'UE se sont engagées à maintenir des aides significatives. Le Premier ministre norvégien a en outre souligné l'engagement résolu du gouvernement norvégien sur la transition énergétique (éolien off-shore, hydrogène, batteries, CCS).

### **Le PIB norvégien a progressé de 67% depuis le 1er janvier 2021.**

SSB relève que le PIB de la Norvège a été multiplié par 1,67 depuis le 1er janvier 2021, en raison notamment de l'accroissement des prix de l'énergie, et devrait quasiment avoir doublé d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, le rythme de progression de la dette des ménages sur un an a ralenti à +4,1% en novembre, contre +4,3% en octobre. Il s'agit d'un rythme de progression historiquement bas sur ces 20 dernières années. Selon le Bureau central des statistiques (SSB), la dette cumulée des ménages s'élève actuellement à 4 134 Mds de NOK (413 Mds€) soit près de 90% du PIB.

### **La probabilité d'une crise de l'électricité cet hiver est écartée pour la Norvège grâce à l'hydroélectricité.**

Statnett, gestionnaire du réseau électrique norvégien, vient d'écarter le risque d'une crise de l'électricité en Norvège cet hiver. A la faveur d'importantes précipitations, de mesures d'économie d'énergie et de vigilance sur les

niveaux de remplissage des bassins hydrauliques, Statnett a rétrogradé son niveau d'alerte de jaune à vert, l'électricité produite en Norvège provenant à 95% de ses barrages et à 3% de l'éolien.

### **Le secteur de l'éolien offshore est en forte croissance en Norvège depuis 2021.**

En 2021, l'industrie norvégienne des énergies renouvelables a enregistré une croissance annuelle de son chiffre d'affaires de près de 12%. C'est la croissance du chiffre d'affaires de l'éolien offshore (+55%) qui en est le principal moteur. Le 1er décembre, le ministre du Commerce et de l'Industrie Jan-Christian Vestre a lancé la première initiative d'exportation dans le cadre de la réforme « Toute la Norvège exporte ». Elle consiste en un partenariat public-privé qui doit accompagner les acteurs norvégiens à s'intégrer sur le marché mondial de l'éolien offshore avec l'objectif de faire de la Norvège un leader mondial de l'éolien offshore. Le gouvernement envisage d'investir 50 à 90 millions de NOK (5 à 9 M€) d'ici la fin 2023 dans le secteur. Une marque commune sera développée pour le secteur éolien offshore norvégien, avec un accent particulier sur la durabilité et l'environnement. Par ailleurs, le gouvernement a présenté le 6 décembre son ambition d'ouvrir la première phase de développement des zones Sørilige Nordsjø II et Utsira Nord d'ici la fin du premier trimestre 2023. Le gouvernement souhaite un dialogue étroit avec l'industrie éolienne offshore et les autres usagers lors de l'élaboration de ces documents d'appel d'offres.

### **Equinor commencera à exploiter d'ici fin 2025 le gisement de Verdande au sud-ouest de Bodø.**

Equinor, ainsi que les titulaires de licence Shell, Petoro et Wintershall, ont remis le 22 novembre leur plan de développement et d'exploitation du champ pétrolier Irpa au ministre norvégien du Pétrole et de l'Énergie, Terje Aasland. Irpa est un gisement de gaz situé dans la partie nord de la mer de Norvège, à 80 km à l'ouest du champ d'Aasta Hansteen. Sa production viendra s'ajouter en 2026 à celle du gisement de Verdande, à 300 km au sud-ouest de Bodø qui débutera fin 2025. Les réserves sont

estimées à environ 36 millions de barils de pétrole et les investissements sur le site devraient s'élever à 4,7 Mds de NOK (470 M€). Le gisement sera exploité conjointement par Equinor (59,3% des parts), Petoro (22,4%), Vår Energi (10,5%), Aker BP (7%) et PGNING Upstream (0,8%).

**Les désaccords entre la Norvège et l'UE sur la place des hydrocarbures dans une « Alliance verte » empêchent la conclusion de l'accord.** Les négociations sur une « alliance verte » entre la Norvège et l'UE se sont compliquées du fait des perceptions divergentes sur la place que doivent occuper les hydrocarbures dans l'accord. L'UE souhaite que les formulations de la Norvège sur le pétrole et le gaz

soient supprimées et préférerait inclure une interdiction de l'activité pétrolière dans l'Arctique. Lors de la COP27 à Charm el-Cheikh début novembre, le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen devaient signer un accord sur cette Alliance verte. Or, avant le sommet, l'UE a renvoyé sa dernière version du texte en supprimant, pour la deuxième fois, les références aux perspectives à long terme du pétrole et du gaz norvégiens. De son côté, la Norvège souhaite que l'Alliance verte soit établie « conformément à la déclaration commune UE-Norvège » de cet été, portant sur le soutien de l'UE à la poursuite de la production norvégienne de pétrole et de gaz après 2030.

## Suède

**Le Premier ministre a informé le Riksdag des priorités de la Suède pendant la Présidence de l'UE.** Le Premier ministre a souligné la menace fondamentale pesant sur l'UE suite à l'attaque russe contre l'Ukraine. « *L'Europe telle que nous la connaissons depuis 1989 appartenait au passé, et le retour de la guerre sur le continent était un test majeur sur le rôle que peut jouer l'UE* ». Le soutien à l'Ukraine dans tous les domaines, de l'urgence humanitaire au processus d'adhésion à l'UE, sera un fil rouge de la PSUE. Dans ce contexte incertain, le Premier ministre a souligné que la clef de la stabilité et de la prospérité de l'UE sera aussi sa capacité à renforcer sa compétitivité. Ulf Kristersson a cité en exemple l'industrie automobile européenne (mentionnant au passage la France, l'Allemagne, et la Suède), symbole de l'innovation européenne au cours du dernier siècle. Pour préserver ce rôle en pleine transition technologique et environnementale, l'UE devra assurer un fonctionnement optimal de son marché intérieur, fondé sur la concurrence et les quatre libertés fondamentales, sans réguler excessivement la vie des entreprises. Dans ce cadre, le Premier ministre

a martelé que le protectionnisme n'était pas la solution, en Europe comme outre-Atlantique. Cependant, il a également indiqué que l'ouverture ne devait pas mener à la naïveté ou à la dépendance (citant Russie et Chine), d'où la nécessité de diversifier les partenariats commerciaux de l'UE. Il a conclu en indiquant que le PSUE souhaiterait promouvoir le développement d'un écosystème européen pour les semi-conducteurs. En matière de transition verte, le principal objectif de la PSUE sera de conclure les négociations sur l'ensemble du paquet « Fit for 55 » et de contribuer à l'accélération de l'électrification de l'UE, en tournant définitivement le dos aux énergies fossiles et en développant, entre autres, l'énergie nucléaire. L'UE devra maintenir son rôle de pionnière en matière de lutte contre le changement climatique. Sur l'Etat de droit, la PSUE poursuivra les processus en cours sur la base de l'article 7 et défendra le maintien de la conditionnalité pour le déboursement des fonds européens. Sur la méthode, enfin, après avoir salué le travail des présidences françaises et tchèques face à des crises multiples, le Premier ministre s'est engagé à aborder cette présidence avec humilité et dans la recherche systématique du compromis.

### Le budget a été adopté le 13 décembre au Riksdagen.

Il s'agit d'un vote unique pour l'ensemble des mesures prises et du cadre financier avec sa vision pluriannuelle (3 ans). Les dépenses sont estimées à 1 195 Mds de SEK (113 Mds€) et les recettes à 1 279 Mds de SEK (121 Mds€), soit un excédent de 84 Mds de SEK (8 Mds€) pour 2023, qui représente 1,4% du PIB. Les dépenses de l'Etat devraient croître à un rythme de 4,5% par an sur la période 2023-2025.

### Le PIB de la Suède a augmenté de 0,7% en octobre,

en données corrigées des variations saisonnières et par rapport au mois précédent. La croissance, en glissement annuel, atteint pour sa part +2%. L'activité économique totale a continué de croître, bien que les chiffres sous-jacents en présentent une image plus mitigée. Si les services aux entreprises, l'immobilier et l'industrie manufacturière ont connu une croissance, la consommation des ménages poursuit clairement sa tendance à la baisse (-0,3% en octobre par rapport à septembre), malgré les ventes réalisées dans le cadre de la Black Week.

### Au mois de novembre, l'inflation selon CPIF s'élève à 9,5% en glissement annuel.

Selon l'institut suédois des statistiques (SCB), l'inflation a augmenté de 0,7% en novembre par rapport à octobre. En glissement annuel, en novembre, elle est mesurée à +9,5%. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté pour le douzième mois consécutif et les prix de l'électricité ont augmenté de 16,8% entre octobre et novembre. Hors énergie, l'inflation selon CPIF est passée de 7,9% à 8% en glissement annuel.

### R&D : Bilan des investissements des entreprises en 2021.

Selon SCB, les entreprises implantées en Suède ont investi 131,5 Mds de SEK (13 Mds€) en R&D en 2021 (2,4% du PIB), dont 47% par les 10 premiers groupes du pays (Ericsson, AstraZeneca, Volvo...). Le montant investi est stable par rapport à 2020, mais constitue une hausse de plus de 2% par rapport à 2019. La R&D occupe désormais 89 000 personnes en Suède (équivalent temps plein). 71% du total des dépenses de R&D ont été autofinancées.

### Les investissements directs bilatéraux FR-SE ont augmenté en 2021,

selon SCB. Le stock des investissements directs suédois en France a augmenté de 27% entre 2020 et 2021. Le stock français en Suède a cru de 38% sur la même période.

Stocks, en Mds€	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs SE en FR	7,3	7,8	7,9	8,5	8,4	10,7
Investissements directs FR en SE	4,5	5,9	6,9	7,5	4,5	6,2

### Le gouvernement encourage les consommateurs à davantage de sobriété énergétique.

La Suède n'a pas encore indemnisé ses consommateurs pour la flambée du prix de l'électricité (pas de bouclier tarifaire). Le gouvernement devrait toutefois accorder une compensation rétroactive en février 2023 pour couvrir la hausse du prix de l'électricité entre le 30 septembre 2021 et le 1<sup>er</sup> octobre 2022 pour les ménages (une compensation devrait être versée plus tard pour les entreprises). Aucune compensation n'est proposée pour la période après le 1<sup>er</sup> octobre 2022. En conséquence, le signal-prix est fort en Suède ce qui s'est traduit par une baisse de la consommation d'électricité de 21,5% en novembre en glissement annuel pour le principal distributeur Ellevio et de 15% pour le distributeur E.ON nät. La stratégie suédoise permet au pays d'atteindre des niveaux de sobriété énergétique élevés sans avoir besoin d'introduire à ce stade d'objectifs nationaux de réduction de la compensation ou des mesures contraignantes. Le gouvernement a toutefois appelé la population à continuer de réduire la consommation électrique suite à l'arrêt temporaire de 3 des 6 réacteurs nucléaires suédois pour réparation ou maintenance annuelle. Les deux zones tarifaires 1 et 2 de la moitié Nord du pays ne bénéficieront pas de l'indemnisation car le prix de l'électricité sur la bourse Nord Pool y a été bien plus faible en raison de la présence de grands barrages hydroélectriques. Le coût total de la mesure sera de 5 Mds€ (1% du PIB) prélevés en intégralité sur les recettes de congestion entre les zones tarifaires levées par le gestionnaire public du réseau de transport d'électricité Svenska Kraftnät.

### **La commune de Sundbyberg (banlieue de Stockholm) veut son péage urbain.**

La proposition du conseil municipal (coalition de gauche) porte sur la route Enköpingsvägen, un axe très fréquenté, emprunté pour rejoindre la capitale. Ce projet, qui doit être soumis au vote du Parlement, vise à réduire le trafic afin de limiter la pollution et les nuisances sonores, ainsi qu'améliorer la sécurité des riverains. Sundbyberg pourrait ainsi devenir la troisième ville de Suède à instaurer un péage après Stockholm (2006) et Göteborg (2013).

### **Ericsson cède ses activités IoT Accelerator et Connected Vehicle Cloud à l'entreprise américaine Aeris.**

La clôture de la transaction est prévue au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. La vente aura un impact négatif sur le bénéfice d'exploitation d'Ericsson de 1,1 Md SEK (110 M€) au T4 2022. Selon l'entreprise, la vente de ces activités lui permettra d'éliminer des pertes trimestrielles liées de 250 M SEK (25 M€).

### **SAAB a signé avec la Pologne un contrat pour la livraison de navires de renseignement électromagnétique,**

le 25 novembre dernier. Ce contrat a été signé avec l'agence d'armement du ministère polonais de la défense pour la conception, la production et le soutien de deux navires SIGINT (navires de renseignement). Dagens industri rapporte que l'accord est maintenant entré en vigueur, toutes les conditions ayant été remplies. En conséquence, SAAB a comptabilisé une commande d'une valeur d'environ 6,7 Mds de SEK (632 M€). SAAB sera le principal fournisseur et sera chargé de la conception et de la production des deux navires, ainsi que de l'intégration de systèmes de mission avancés à bord. Les navires seront construits par le sous-traitant polonais Remontowa Shipbuilding SA et les livraisons sont prévues pour 2027.

## Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,1	0,7	0,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,5	0,8	0,5
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,3	0,7	-0,3
Norvège <sup>1</sup>	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,0	3,7	-0,5

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

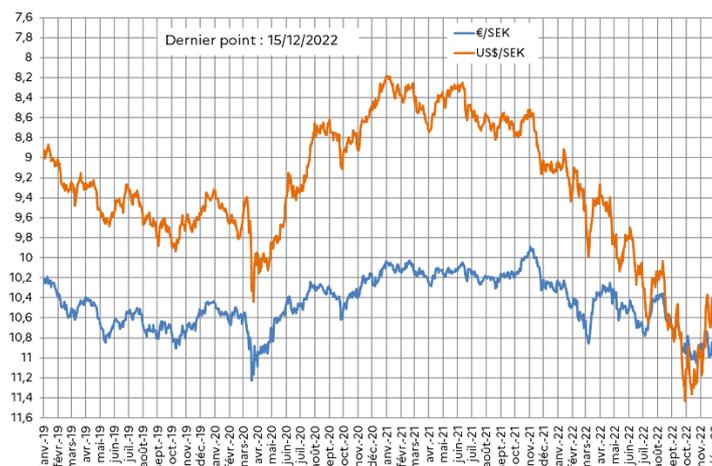
*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7

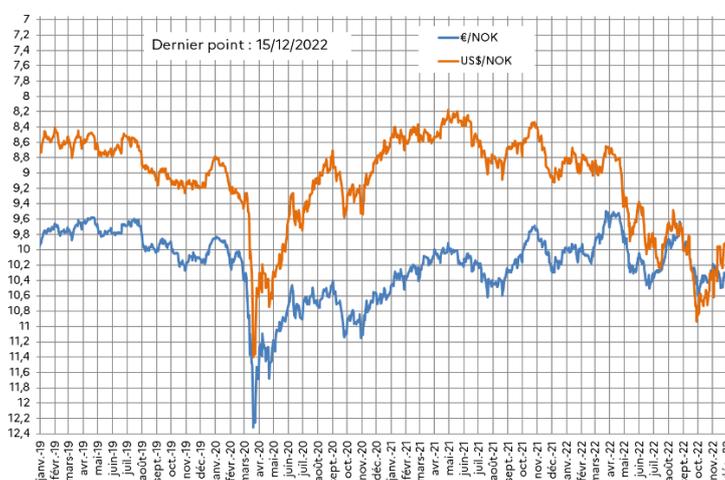
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, T. d'Hardemare) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : [thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr)